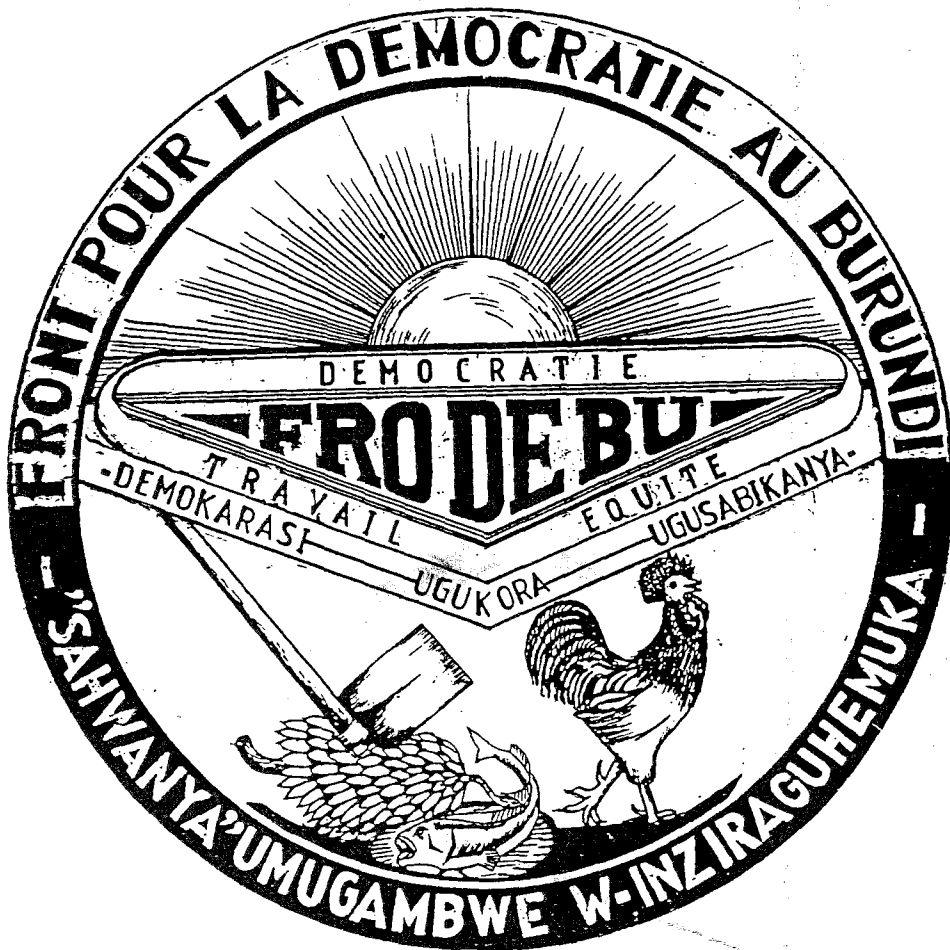


# L'AUBE

## de la démocratie

\* CE QUI ATTEND LE FUTUR GOUVERNEMENT DE TRANSITION

\* TENTATIVE DE COUP D'ETAT: Les bérets rouges piègent les soldats de Muzinda



PRIX AU NUMERO

Burundi: 200Fbu

C.E.P.G.L :300Fbu

Europe: 400Fbu

Afrique: 500Fbu

\* QUAND COMPRENDRONT-ILS QUE NOUS AVONS CHANGE  
DE SYSTEME POLITIQUE ?

Organe d'expression du  
**FRONT POUR  
LA DEMOCRATIE  
AU BURUNDI**

N°  
013 , MARS 1992

NOTRE EDITORIAL.

Le XXème siècle finissant aura été, aussi bien sur le plan international que sur les échelles nationales, préoccupé de la paix, de la démocratie et des droits de l'homme. Les processus de démocratisation auxquels on assiste dans beaucoup de pays, notamment dans les anciens pays de l'Est et en Afrique, ne se mènent pas, loin s'en faut, comme sur des roulettes. Ils rencontrent de nombreux obstacles essentiellement tributaires des anciens modes de gestion des sociétés en question.

Au Burundi, la recherche de la paix et sa consolidation, doivent passer par une démocratisation authentique, dépourvue de tout louvoiement, éloignée de toute perspective revancharde mais soucieuse des préoccupations combien légitimes des victimes, de toutes natures, de la dictature qui a régné sur le pays depuis un quart de siècle. Pour réussir ce pari, les Burundi devons accepter une véritable remise en cause, une analyse objective de notre histoire, surtout celle de l'après-indépendance, et toutes les réformes indispensables pour engager notre pays dans un véritable renouveau. Dans cette perspective, nous devons nous armer de la vérité et du respect mutuel, dans toutes nos différences qui devraient être enrichissantes, et ce respect mutuel va de pair avec la concertation entre tous les partenaires politiques.

La paix, le Burundi en a plus que besoin aujourd'hui. Après plus d'un quart de siècle passé sous une tension politico-sociale quasi-permanente, il est grand temps que notre pays sorte définitivement de la violence politique résultant de la monopolisation ou de l'aspiration à celle-ci, du pouvoir par des cliques sans foi ni loi qui ont fait, ou essayent de faire du tribalisme, du régionalisme et du clanisme des références dans la constitution de la classe politico-administrative et des autres corps de l'Etat. Or, un extrémisme engendre ou renforce un autre. L'extrémisme ethnico-régionaliste qui s'est emparé du pouvoir au début des années 1970 a consolidé l'extrémisme hutu qui s'est convaincu que seul le recours à la violence pouvait permettre aux bahutu de parvenir à jouir pleinement de leurs droits nationaux, comme leurs compatriotes de l'autre ethnie, tutsi. C'est de cette façon que les idéologies combien nocives de "péril hutu" et d'"apartheid tutsi" ont pris racine dans la vie politique de notre pays.

Nous le savons car nous l'avons vécu. Cela a gangréné la vie nationale. Quant au peuple burundais qui lui n'aspire qu'à la paix à travers une bonne direction, il est devenu

\*\*\*\*\*

FRONT POUR LA DEMOCRATIE AU BURUNDI.

l'otage de ces extrémismes qui dominent la vie politique nationale depuis 1966.

Fort heureusement, nous pouvons nous réjouir de l'émergence, aujourd'hui, d'une véritable conscience démocratique et respectueuse des droits de l'homme. Il s'agit d'une chance que tout burundais épris de paix, de justice et de liberté doit saisir au bond. Dans cet élan vers la construction d'une société véritablement démocratique, les Burundi devons faire le serment de ne plus recourir à la violence ni pour accéder au pouvoir ni pour s'y maintenir. PLUS JAMAIS CA. Les blindés, les fusils et autres armes à feu doivent rester dans les arsenaux et n'être utilisés que pour défendre l'intégrité territoriale de notre pays. Les serpettes, les machettes et les lances doivent retrouver leurs missions aratoires originelles et ne servir qu'à faucher le sorgho et l'eulésine plutôt que les hommes. PLUS JAMAIS CA.

Nous avons donc besoin de paix. Nous l'aurons par notre foi et notre adhésion à la démocratie. Nous l'aurons si nous acceptons de perdre certaines de nos positions que la dictature nous avait garanti. Nous l'aurons si nous acceptons que le Burundi est un et indivisible et que chaque burundais peut et doit s'y épanouir.

Le 13 mars dernier, le Président BUYOYA a procédé à la promulgation de la nouvelle Constitution du Burundi qui est supposée nous ouvrir les portes de cette démocratie que nous appelons de tous nos vœux.

Dans son discours de circonstance, le président BUYOYA a beaucoup parlé de la responsabilité des nouveaux partis politiques et de leurs dirigeants dans la réussite du nouveau système politique pour lequel le peuple burundais vient d'opter. Il s'est limité à la responsabilité des seuls nouveaux partis et de leurs dirigeants en oubliant sciemment la grande responsabilité qui lui incombait mais également celle de son parti, l'UPRONA, qui doit désormais savoir qu'il se trouve sur le même pied d'égalité que ses rivaux qui vont légalement naître demain.

Responsabilité! Le Président BUYOYA en a une très grande. Il ne devrait pas feindre de ne pas savoir que là où les transitions vers la démocratie boîtent, les pouvoirs issus du parti unique y sont pour beaucoup. Des exemples ne sont pas loin de nous et ce n'est pas le Président BUYOYA qui les ignore.

Il faut dire que dès l'entrée dans la transition, ceux qui nous dirigent devraient comprendre que rien ne sera plus comme avant. Dans la forme comme dans le fond. Mais le plus marquant est que souvent les pouvoirs issus du parti unique et que la démocratisation va certainement éroder, s'accrochent en trichant. Ils cherchent à tout s'armer

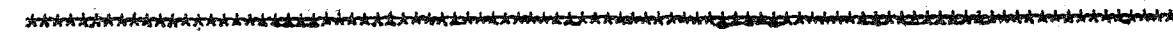
\*\*\*\*\*

et trouvent devant eux un peuple<sup>et</sup> une opposition décidés à accélérer le processus du changement. C'est souvent de cette manière qu'adviennent des bras de fer. Pour l'éviter, il n'y a qu'une voie: accepter de se concerter en dialoguant sur toutes les questions qui se posent sur le chemin de la démocratie. Il ne faut pas avoir la peur de NEGOCIER car la négociation est en politique ce que le marketing est pour le commerce.

Le Président BUYOYA a donc omis de parler exhaustivement de la responsabilité qui est la sienne dans la réussite de la transition démocratique dans notre pays. Il doit comprendre à fonds , et le concrétiser, qu'il n'est plus à la tête du pays ni grâce à l'UPRONA ni pour ce dernier. Maintenant, le pays est engagé dans une période de transition qui exige du Président de prendre ses distances de toute formation politique.

Cela veut dire que les exclusions politiques d'hier doivent céder la place à une véritable et sincère association de toutes les forces politiques dans le façonnement de l'avenir de notre pays. Rien ne doit plus être imposé. Tout doit être négocié pour le bien du Burundi et de son peuple, pour le bien de la démocratie et pour la paix dans notre pays.

Nous attendons que le Président BUYOYA définisse clairement comment il entend désormais associer les forces politiques nouvelles à la gestion de la transition.



FRONT POUR LA DEMOCRATIE AU BURUNDI.

B.P. 1317 BUJUMBURA \*\*\* ALBE N° 013, Mars 1992.